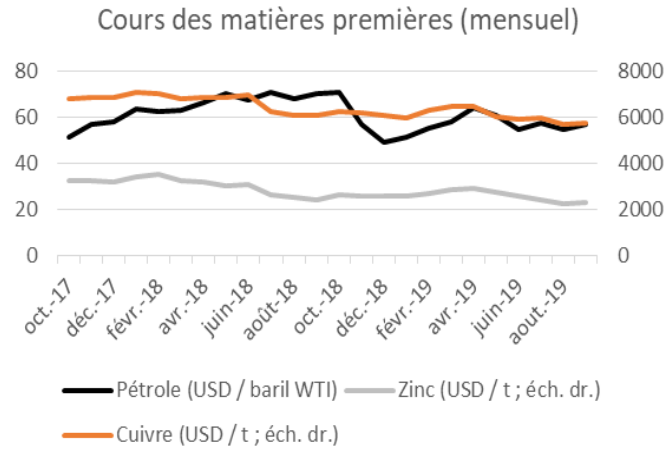
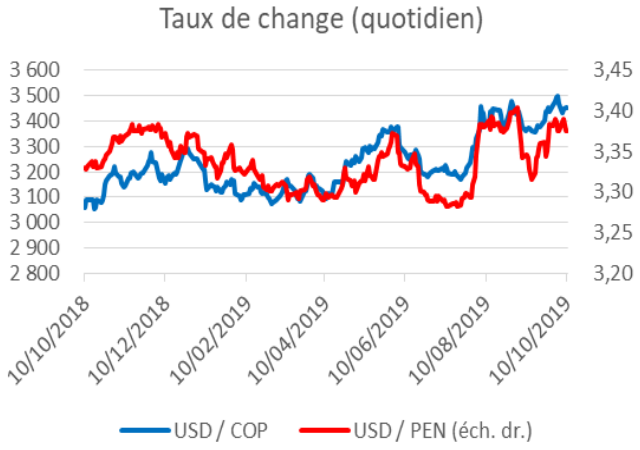
Amérique Andine

No 36
Semaine du 4
au 10 octobre 2019

Région **2018 – Population : 140 M** **PIB : 818 Mds USD**





Les pays de la région parmi les moins efficaces en matière de démarches administratives.
La Bolivie, le Pérou et la Colombie sont, d'après un nouveau rapport de la BID, les trois pays d'Amérique latine réclamant en moyenne le plus de temps pour effectuer une démarche administrative. Cette lenteur serait notamment attribuable à la prééminence des démarches au format papier, au nombre d'allers-retours nécessaires entre administration et demandeurs et aux effets de la corruption. Elle affecte également les échanges extérieurs, encore largement fondés sur des formulaires papier (bien que l'Alliance du Pacifique prévoie une division par deux des temps de traitement d'ici deux ans, grâce à la numérisation des formulaires).

Pays	Heures / démarche	Part des démarches nécessitant 3+ RV	Nombre de démarches gérées par le Gouv.	Part des démarches pouvant être réalisées à 100% en ligne
Bolivie	11,3	41%	N.D.	0,8%
Colombie	7,4	26%	2.454	4,0%
Equateur	4,2	20%	4.679	4,3%
Pérou	8,6	41%	4.535	6,7%
Venezuela	5,3	27%	4.700	6,1%
Argentine	*4,8*	*19%*	*1.508*	*4,5%*
Brésil	*5,5*	*28%*	*1.740*	*3,0%*
Chili	*2,2*	*15%*	*3.757*	*7,2%*
Mexique	*6,9*	*27%*	*2.708*	*3,2%*
Moyenne Am Lat	***5,4***	***25%***	***N.D.***	***3,7%***

La Colombie creuse l'écart avec le reste de la région au classement WEF.
Le Forum économique mondial a publié l'édition 2019 de son classement de référence sur la compétitivité, fondé sur quatre piliers (environnement institutionnel, marchés, capital humain et écosystème de l'innovation) répartis en 12 indicateurs. La plupart des pays du sous-continent reculent, à l'exception notable de la Colombie, grâce à de bonnes performances sur les indicateurs de santé (16e) et de stabilité macroéconomique (43e).

Pays	Rang 2019 (/141)	Rang 2018 (/140)
Bolivie	107	105
Colombie	57	60
Equateur	90	86
Pérou	65	63
Venezuela	133	127
Argentine	*83*	*81*
Brésil	*71*	*72*
Chili	*33*	*33*
Mexique	*48*	*46*

Bolivie — 2018 – Population : 11 M — PIB : 42 Mds USD

Boliviana de Aviación conclut un accord avec Airbus pour le début du renouvellement de sa flotte long-courrier.

Dans le cadre de la foire internationale Expocruz de Santa Cruz, le PDG de BoA Ronald Casso et le Président d'Airbus pour l'Amérique Latine Arturo Barreira ont annoncé la signature d'un contrat de *leasing* d'un Airbus A330 pour 72 mois, pour 400.000 USD. L'avion d'une capacité de 278 passagers et d'une portée de 13 000 km sera utilisé exclusivement pour des vols internationaux à compter de 2020, notamment vers Miami ou Madrid. Cette décision s'inscrit dans la stratégie de renouvellement de la flotte long-courrier de BoA, qui était jusqu'à présent exclusivement composée de Boeing.

Colombie — 2018 – Population : 48 M — PIB : 337 Mds USD

La dette extérieure atteint un record historique, à 42,7% du PIB fin juillet.

Cette hausse est cependant imputable à la forte progression, depuis fin 2018, de la dette extérieure privée, dans le contexte de l'amélioration des perspectives macroéconomiques. Celle-ci représentait en juillet près de 46% du total de la dette extérieure, contre 42% début 2018.

Le transport de marchandises par voie routière devrait reculer de 19% cette année.

Selon le Ministère des transports, les transports routiers ne devraient transporter que 115 Mt de marchandises cette année, contre 142 Mt en 2018. Cette prévision annuelle, alors même que le volume transporté a augmenté de 2,7% en g.a. au 1er semestre, serait due à deux facteurs affectant fortement le transport au 2e semestre : fermeture de la route Bogota / Villavicencio entre juin et septembre et creusement du déficit commercial (avec des camions retournant à vide de l'intérieur des terres vers la côte, par manque d'exportations, et notamment un recul de la demande européenne de charbon).

L'inflation cumulée sur les trois premiers trimestres atteint 3,26%, contre 2,63% en 2018.

En g.a., l'inflation de septembre ressort à 3,82%, suggérant la poursuite d'un rythme élevé, susceptible de porter l'inflation annuelle au-delà du haut de la fourchette cible de la Banque centrale (3% ± 1%). Sur les neuf premiers mois de l'année, l'inflation émane notamment des produits alimentaires (+6,29% en cumulé), de l'éducation (+5,72%) et des boissons alcoolisées (+4,15%), soit trois postes de dépenses locales peu susceptibles d'avoir souffert du renchérissement du dollar.

Equateur — 2018 – Population : 17 M — PIB : 107 Mds USD

Mobilisation des populations indigènes suite à l'annonce des mesures économiques.

Suite à l'annonce des mesures économiques par le Président Moreno le 1er octobre dernier (et en particulier l'élimination des subventions aux combustibles qui ramènera 1,5 Md USD aux caisses de l'Etat), de violentes manifestations ont éclaté cette semaine à Quito et dans les provinces de la région centrale, qui se sont traduites par une forte mobilisation des populations indigènes et le blocage des principaux axes routiers du pays. Les premiers effets de ces mesures sont l'augmentation du prix des transports publics urbains de 10 centimes USD. Un dialogue entre le gouvernement et les représentants des nationalités indigènes a démarré avec la médiation des Nations Unies et de l'église catholique. Le gouvernement propose notamment un plan de réactivation du secteur agricole.

Occupation de trois champs pétroliers.

Petroecuador a annoncé que, suite à l'occupation de trois champs pétroliers en Amazonie, l'opération de l'oléoduc, fonctionnant à 30% de ses capacités, a été suspendue pour des raisons techniques. Cette suspension a entrainé un manque à gagner de 13 MUSD et une baisse de la production de 230 000 barils en une journée.

Pérou — 2018 – Population : 33 M — PIB : 229 Mds USD

Le Président Vizcarra désigne un nouveau Gouvernement s'inscrivant dans la continuité.

Suite à la chute du gouvernement et à la dissolution du Congrès le 30 septembre, le Président a désigné le 3 octobre un nouveau Cabinet, qui pourra légiférer par Décrets d'Urgence pendant quatre mois, d'ici les élections législatives prévues le 26 janvier. Sept des 18 ministres demeurent à leur poste, en sus d'un changement de portefeuille. Le Conseil des Ministres est désormais dirigé par un nouveau Président (PCM) ou *Premier*, Vicente Zeballos, auparavant Ministre de la Justice. Parmi les nouveaux arrivants, la nouvelle Ministre de l'Économie et des Finances était précédemment Directrice Générale du Budget au MEF ; sa nomination est perçue comme un signal de continuité de la politique économique. Pour sa part Edmer Trujillo, un proche du Président, retrouve le Ministère des Transports et des Communications (MTC) six mois après l'avoir quitté en raison de polémiques sur sa gestion en matière de sécurité routière et de transport urbain. Son retour pourrait signifier une attention particulière portée aux grands projets d'infrastructures.

L'Exécutif prévoit un Décret d'Urgence pour débloquer les projets d'infrastructures des collectivités locales.
Le Président a présenté ce projet de décret lors d'une réunion avec l'Association des Municipalités du Pérou (AMPE). Celui-ci dispose que les nouvelles autorités et fonctionnaires de Collectivités reprenant des travaux initiés par l'administration précédente (et avancés à 80% au moins) ne sauraient être tenus responsables de fautes commises par leurs prédécesseurs. L'intransigeance de la Cour des Comptes (*Contraloría*-CGR) et la crainte de poursuites judiciaires apparaissent comme l'un des principaux freins à l'investissement public, alors que les taux d'exécution du budget d'investissements des Collectivités sont particulièrement faibles (34% au niveau régional, 42% au niveau local pour 2019).

Le secteur financier péruvien semble à court terme peu impacté par la crise politique.
L'indice EMBI+ était de 1,10 point le 4 octobre, soit le plus bas d'Amérique latine (devant la Colombie 1,89 point et le Mexique 2,15 points). Les agences de notation Moody's, Fitch et S&P ne comptent pas modifier la note souveraine du Pérou et maintiennent leurs perspectives stables. Le taux de change est demeuré quasi stable, fluctuant entre 3,37 PEN et 3,40 PEN pour 1 USD depuis une dizaine de jours. Selon le Président de la Banque Centrale, les fondamentaux macroéconomiques solides du Pérou le protègent contre des effets de court terme ; il avertit toutefois qu'une longue période d'incertitude politique pourrait semer le doute chez les investisseurs.

Venezuela 2018 – Population : 32 M PIB : 96 Mds USD

L'inflation mensuelle s'élève à 23% en septembre.
Selon les estimations de l'Assemblée nationale, l'inflation cumulée de janvier à septembre s'élève à 3.326%. De leur côté, certains économistes privés estiment l'inflation à 63% en septembre. En raison du durcissement monétaire lié aux contraintes sur le crédit bancaire, les prévisions d'inflation ont été revues à la baisse, à 61% en décembre 2019 contre 127% initialement envisagés.

La production pétrolière baisse fortement en septembre.
L'OPEP estime la production à 644.000 b/j en septembre, soit un recul de 82.000 b/j sur un mois. De leur côté, les données officielles transmises à l'organisation indiquent 749.000 b/j, marquant une contraction bien plus ample (-184.000 b/j sur un mois). Selon la presse, la saturation des dépôts pétroliers (39 millions de barils) oblige l'entreprise nationale pétrolière à réduire l'activité de ses puits. Cet encombrement pourrait légèrement s'améliorer à partir d'octobre avec la possible reprise des achats, en direct, du brut vénézuélien par le raffineur indien Reliance et des ventes à l'italien ENI (1 million de barils) et à Cuba (3 millions de barils).

Les détenteurs de l'obligation souveraine 2034 saisissent la justice américaine.
Selon la presse, les détenteurs de l'obligation d'Etat 2034 (valeur faciale de 1,5 Md USD) ont déposé une plainte auprès de la cour fédérale de Manhattan le 27 septembre dernier, en raison des retards de paiements sur cette obligation. Sur l'ensemble de la dette obligataire, les arriérés de paiement s'élèvent à 12,9 Mds USD à fin septembre 2019.

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional
Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
Revu par : Thomas MARX

Version du 10 octobre 2019